

Meeting de Bordeaux, jeudi 19 avril 2012

Discours de François BAYROU

Merci, merci, merci à tous !

Vous savez combien c'est émouvant pour moi d'être ici, dans notre région, dans la région de mon enfance et de ma vie, dans la ville de ma jeunesse, celle où s'est joué il y a 40 ans le destin de ma famille, le mien, notre rencontre, la naissance de mes premiers enfants, dont certains vivent aujourd'hui à Bordeaux. Le pays dans lequel je n'ai jamais cessé de vivre, la région dans laquelle je n'ai jamais cessé d'avoir mes racines, hier, aujourd'hui et demain.

C'est une région qui, comme bien d'autres régions françaises, mais à un plus haut niveau peut-être, a une âme, et c'est une âme qui est profondément liée à l'idée démocratique.

La démocratie, c'est un mot compliqué, philosophique, quelquefois politique, mais en réalité, c'est un mot très profond parce qu'il signifie que l'on pousse la confiance faite au peuple jusqu'au point de remettre le destin de la nation entre ses mains, ses mains de citoyens. Alors ici, pour nous, la démocratie, en tout cas dans les Pyrénées, c'est une très longue histoire et tous les élus présents au premier rang, députés européens nombreux parce qu'il y a Robert Rochefort et Jean-Luc Bennahmias, les députés nationaux Jean Lassalle et Daniel Garrigues, les sénateurs Jacqueline Gourault, Jean-Jacques Lasserre, les maires de grandes villes, Alain Cazabonne, maire de Talence, Geneviève Darrieussecq, maire de Mont-de-Marsan, tous Aquitains,... et si je me déplace vers l'extrême sud-ouest, Didier Borotra que j'ai embrassé en arrivant, sénateur-maire de Biarritz, tous les élus savent cela.

La démocratie chez nous a un parfum qu'elle n'a pas ailleurs et il y a à cela des raisons absolument profondes, historiques, qui nous singularisent parmi toutes les régions du monde, c'est que c'est chez nous que, pour la première fois, l'idée démocratique dans le monde moderne est née.

Alors bien sûr, il y a eu une idée démocratique autrefois et ce n'est pas moi qui vais dire le contraire, à Athènes, dans la Grèce antique. Puis cette idée s'est enfoncée dans les sables comme les rivières, puis elle a cheminé profondément, et cette idée est ressortie mille cinq cents ans plus tard. Et c'est chez nous qu'elle est ressortie, dans les Pyrénées, avec une idée absolument impensable pour tous les peuples de l'époque, l'idée que les peuples étaient assez importants pour qu'on leur donne une place, une responsabilité aussi grande que celle des souverains. Je vous assure qu'il y a mille ans, personne n'imaginait à la surface de la terre que l'on puisse porter un projet de cet ordre. Il y a mille ans, ceux qui ont inventé cette idée ont fait le choix inouï d'une constitution écrite qu'on a appelée les fors, du mot forum en latin, les fors des Pyrénées, les fors du Béarn. Pardon de réclamer pour le Béarn une petite part... *(Dans la salle : Du sud-ouest !)* Oui !... mais aussi du sud-ouest... mais par extension !...

Mille ans et, ce qui est impensable, y compris pour les historiens qui expliquent que la démocratie a commencé à naître il y a cinq siècles du côté de la Grande-Bretagne avec l'habeas

corpus, l'interdiction de mettre quelqu'un en prison sans avoir un jugement, eh bien c'était déjà présent dans la constitution écrite du Béarn il y a mille ans !

Et pas seulement cela, mais le droit de représentation accordé aux bergers, aux pasteurs, aux laboureurs dans une assemblée élue, et que cette assemblée élue avait droit de veto sur les décisions du souverain qui ne pouvait pas être couronné sans que l'assemblée lui donne son blanc-seing.

Nous avons sept cents ans d'avance !

Je rappelle au passage que cette constitution était écrite en béarnais, qu'elle est intégralement lisible aujourd'hui comme elle a été écrite à l'époque pour qui pratique cette langue que nous aimons, comme nous aimons les langues régionales de France et comme nous avons l'intention de les défendre envers et contre tout, c'était langue de droit, c'était langue de lettre, et là encore nous avons cinq cents ans d'avance sur l'Édit de Villers Cotteret qui décida que le français serait longue officielle en France.

Donc, quand nous parlons de démocratie, c'est pour nous une affaire de famille.

Et la démocratie suppose une chose, c'est que l'on dise la vérité au citoyen. Voyez-vous, ce qui distingue les démocrates, au sens plein du terme, les démocrates qui savent ce qu'est la démocratie et qui aiment ce que la démocratie représente, c'est précisément là que se situe la question, il y a une race de politiques qui considère que la démocratie consiste exclusivement à gagner les élections et que pour gagner les élections on a le droit de tout faire, de tout raconter, de tout travestir, de tout mentir et de tout truquer, cela porte un nom depuis la Grèce antique, cela s'appelle les démagogues. Et je veux que vous le sachiez, démocratie et démagogie sont strictement incompatibles.

Oh Dieu sait que dans cette campagne présidentielle de la démagogie, on en a vu, beaucoup, infiniment trop, et les Français le sentent parce qu'autrement, pourquoi voudriez-vous qu'il y ait aujourd'hui autant d'indécis ? Le nombre des indécis, c'est un fait absolument sans précédent, a grandi au fur et à mesure qu'on se rapprochait du scrutin. Et le nombre de ceux qui disent : "cette campagne, au fond, elle ne mérite que l'abstention" a grandi au fur et à mesure qu'on s'est approché du scrutin.

Et cela signifie quelque chose d'extrêmement profond dans l'âme du peuple français, c'est que le peuple français a compris que dans cette élection, on ne lui proposait pas de choisir son destin, on lui racontait des histoires pour l'empêcher de choisir son destin.

Voyez-vous, les démagogues sont ceux qui considèrent qu'on conduit une campagne électorale à la seule lecture des sondages et en racontant tous les jours ce qu'on croit que le peuple attend qu'on lui raconte. C'est une forme de mépris du peuple, de mépris des citoyens, de mépris de son pays.

N'importe quelle idée la plus baroque, la plus légère, la plus frivole, la plus éloignée de la question centrale autour de laquelle va se jouer notre destin collectif, même notre destin personnel. Alors, on a eu tour à tour l'étiquetage de la viande halal autour de laquelle on a essayé d'exciter les passions, ou bien telle modification du permis de conduire dont on s'est aperçu après que d'ailleurs elle existait depuis longtemps, et je ne suis pas de ceux qui disent que le permis de conduire c'est secondaire ou négligeable, cela compte bien sûr dans une famille, dans la mienne. Je sais très bien qu'il faut aménager tout cela. J'ai moi-même proposé qu'on apprenne le code entre la sixième et la troisième et qu'on ait l'examen du code à la fin de la troisième, à l'école.

Bon... ça compte, mais ce n'est pas la question historique autour de laquelle va se juger l'avenir du peuple français !

La question historique autour de laquelle va se juger l'avenir du peuple français et que chacun d'entre nous, femme, homme, jeune homme, jeune fille, plus âgés, que chacun d'entre nous vit dans son intimité, dans sa famille, parce que même si on ne l'enseigne plus depuis longtemps, ce qui arrive à un pays, l'écho s'en ressent dans chacune des familles du pays, mais matériellement, pas seulement comme une ambiance historique, matériellement.

Quand un pays est incapable de créer, de produire, d'inventer des produits nouveaux, de les vendre, le chômage qui explose, c'est dans chacune des familles qu'on le trouve. Vous savez bien, vous, ce qu'est le regard d'un jeune homme ou d'une jeune femme qui a envie de se lancer dans la vie, diplômé assez souvent, et qui reçoit la cent vingtième lettre écrite à l'avance à l'envoi de son cent vingtième CV.

Vous savez ce que c'est et je le sais aussi. Pour les autres, ce sont des dossiers et des statistiques, pour moi, ce sont des visages, et on ne parle pas de visages de la même manière que l'on parle de statistiques. Ce ne sont pas des courbes, ce sont des vies. Et c'est les petites retraites, et c'est la vie de quelqu'un qui est tout seul et qui reçoit 730 ou 740 euros par mois, sans perspective. Eh bien cela, c'est l'écho dans nos familles de l'appauvrissement du pays.

Et les services publics, et la disparition des Postes, y compris dans les zones rurales avec la perspective, le sentiment que l'on va reculer dans l'école, on va reculer dans la santé, on va reculer dans le maillage du territoire du pays. Ce n'est pas seulement des décisions administratives. Là aussi, vous avez l'écho de l'appauvrissement du pays parce que quand il n'y plus d'emplois, il n'y a plus de charges sociales qui vont alimenter les caisses de la Sécurité Sociale, il n'y a plus de CSG, quand il n'y a plus de salaires, il n'y a plus d'impôts pour alimenter les services publics. Tout est lié. Chacune de nos familles est liée au destin du pays. Quand le pays échoue, l'échec est dans nos familles, et quand le pays s'appauvrit, la pauvreté, l'appauvrissement est dans nos familles.

Et c'est plus cruel en France que cela ne l'est partout ailleurs. Pour deux raisons : la première, c'est que notre pays subit une crise, même si les responsables en place ne veulent pas qu'on le dise, notre pays subit une crise qui est plus grave que celle des pays qui nous entourent et je vais essayer de vous montrer pourquoi.

J'ai assez souvent pris ces jours-ci à partie, en tout cas en confrontation, des journalistes en disant : mais vous déplorez en privé que cette campagne soit une campagne qui passe à côté des grands enjeux du pays, vous le déplorez en privé, pourquoi ne le dites-vous pas au micro ? Je l'ai dit encore ce matin sur une radio.

La presse internationale dans son ensemble, les plus grands journaux, les plus respectés de la planète, ils ont fait des éditos et des couvertures pour dire : mais que se passe-t-il en France ? Voilà un pays dont tout le monde sait qu'il risque d'être dans les mois, peut-être les semaines qui viennent au centre d'une tourmente du même ordre que celle qui a touché ses pays voisins, l'Italie et l'Espagne par exemple, et ils n'en parlent pas dans la campagne !

Et tous les responsables et tous les éditorialistes savent que ce que je dis devant vous est vrai. Si on veut chercher alors le sujet même de cette inquiétude nationale française, ce sujet est aisé à trouver. Il suffit de regarder les chiffres, la courbe qui décrit l'évolution de ce qu'on appelle le commerce extérieur. Alors, ne vous laissez pas prendre par la crainte des grands maux.

La démocratie exige que l'on s'adresse aux citoyens en parlant des sujets les plus profonds avec les mots les plus simples. Alors je vous dis, les mots que j'ai toujours choisis d'employer au cours de cette campagne électorale et si possible la langue qui est un signe de respect à l'égard de ceux à qui on s'adresse, la langue de vérité, et qui a aussi ses nuances et sa richesse parce que, comme le général de Gaulle l'a montré si éminemment, quand vous parlez aux citoyens une langue à la hauteur des enjeux, alors les citoyens comprennent parfaitement de quoi il s'agit.

Alors le commerce extérieur, ne vous laissez pas abuser par le caractère économique du mot, il n'y a rien de plus simple, c'est comme dans une famille. Est-ce qu'il rentre plus d'argent qu'il n'en sort ? S'il rentre plus d'argent qu'il n'en sort, vous faites des bénéfices et de l'épargne, vous pouvez consommer. Dans un commerce, chez un artisan, il y a des artisans dans la salle, je les ai croisés en venant, si vous avez à payer plus de factures que vous ne réussissez à faire rentrer d'argent de vos clients, vous êtes dans l'extrême difficulté. Quelques semaines, ça passe ; au bout de quelques mois, vous êtes en situation de faillite.

Chez nos familles, c'est en situation de surendettement que l'on se trouve et il y en a, hélas, beaucoup autour de nous. Et je connais leur regard. Je sais ce que c'est que d'avoir peur quand on frappe à la porte, quand on croit que c'est l'huissier, et ne pas pouvoir payer le terme du prochain loyer et de ne pas oser dire aux enfants de quoi il s'agit. Je sais très bien ce que c'est.

Eh bien, pour un État, c'est la même chose. Pour un pays, c'est la même chose. Pour une économie, c'est la même chose. Est-ce qu'on vend à l'extérieur plus qu'on n'achète ou est-ce qu'on achète plus qu'on vend ? Si on vend à l'extérieur plus qu'on achète, on est en excédent et le pays s'enrichit et vous pouvez avec le temps développer les solidarités, les services publics, l'action de l'État et la richesse des familles, tout cela est lié. Si au contraire vous entrez dans une situation où de mois en mois et d'année en année, vous achetez à l'extérieur beaucoup plus que vous ne lui vendez, alors vous êtes en situation de déficit. Et ce déficit, quand il se creuse, il amène naturellement le pays en une situation qui est extraordinairement inquiétante.

De tous les grands pays du même niveau que le nôtre, Grande-Bretagne mise à part, c'est pour cela qu'ils ont des problèmes et des problèmes importants, mais de tous les pays du même niveau que le nôtre, et je n'exclus même pas l'Italie et l'Espagne, la France est le seul qui soit en déficit abyssal de son commerce extérieur, croissant et s'aggravant d'année en année. Voilà le bilan des dernières années.

Je vous donne les chiffres : en dix ans, même pas, en sept ans, nous sommes passés d'un pays en excédent à vingt milliards de déficit, et puis trente milliards puis quarante milliards puis cinquante milliards, et cette année soixante-dix milliards de déficit. Soixante-dix milliards, c'est un chiffre astronomique ! Il y a tellement de zéros ! J'ai d'ailleurs renoncé à demander combien il y en avait parce qu'on m'a fait le reproche d'être un défenseur trop assidu, trop obstiné, trop obsédé du calcul mental ! Mais enfin, je maintiens que le calcul mental, c'est très important pour apprendre la vie.

Eh bien, soixante-dix milliards c'est l'équivalent, écoutez-moi bien, de la totalité du salaire annuel, charges comprises, de trois millions de personnes. C'est cela le déficit. Et nous sommes le seul pays. L'Allemagne, qui était derrière nous il y a sept ans, au lieu de dévaler la pente, de prendre le toboggan, elle a au contraire pris l'escalier, peut-être même l'ascenseur. Elle était derrière nous. Cette année, elle a fait cent soixante milliards d'excédent ! Elle a gagné cent soixante milliards d'euros. Elle a cent soixante milliards d'euros de bénéfice pour l'entreprise

Allemagne, pour son pays. Alors, ne vous étonnez pas, cent soixante milliards, c'est l'équivalent de cinq ou six millions de salaires annuels chargés au prix du travail en France et en Allemagne. Alors ne vous étonnez pas que le chômage soit en train de disparaître en Allemagne. L'an dernier, il y a eu une grande vague de licenciements. La vague de licenciements, c'était à l'Agence pour l'Emploi parce qu'il n'y a plus de chômeurs dans un grand nombre de régions de l'ancienne Allemagne de l'ouest.

Eh bien, cent soixante milliards d'excédent pour l'Allemagne, soixante-dix milliards de déficit en France ; et l'Italie est en excédent, et la Belgique est en excédent et les Pays-Bas sont en excédent, et les pays scandinaves sont en excédent. Je vais vous dire un secret : l'Espagne est en excédent, en tout cas en équilibre... Et nous, nous sommes dans l'effondrement.

Et pendant des années, on nous a « bourré le mou » ! Et je vais vous dire pourquoi on nous a bourré le mou, à tous, sans exception, dans cette salle et dans notre pays. On nous a bourré le mou parce qu'on nous a fait croire que c'était la fatalité universelle, que c'était la mondialisation, que c'était la Chine ou l'Inde qui avaient des salaires vingt fois moins importants que les nôtres et que Chine ou Inde ou Roumanie, quand on était en Europe, nous étions complètement désarmés devant un si grand déséquilibre des salaires et que c'était pour cela que l'on perdait des parts de marché et que c'était pour cela que l'activité s'en allait. On vous l'a dit ou pas ? (*La salle : Oui !*)

Tous... tous les politiques l'ont cru, et même moi au début je l'ai cru. Il m'a fallu essayer de regarder les chiffres et la situation, étudier pour comprendre et voir tout d'un coup qu'il y avait quelque chose qui clochait dans ce raisonnement-là parce que si c'était la mondialisation, si c'était l'euro comme on nous le dit dans certains courants d'opinion, si c'était l'Europe et l'Union européenne, si c'était l'OMC, enfin tout ce qu'on nous raconte, si c'était le coût du travail... je n'ai jamais cru à l'idée que le travail était surpayé en France, je crois le contraire. Je pense que le travail, si on y réfléchit bien, n'est pas assez payé, mais si c'était le coût du travail, alors ceux qui ont le même coût du travail que nous ou supérieur, qui ont la même monnaie que nous, qui ont les mêmes règles européennes que nous, qui ont les mêmes contraintes, ils seraient dans les mêmes difficultés.

Alors, comment se fait-il qu'eux explosent quand nous nous effondrons ? C'est que la cause n'est pas là, la cause est que, au cours des années, nous avons pris les mauvaises décisions et qu'au cours des années nous avons omis, oublié de faire les efforts d'organisation en particulier que les autres ont faits.

Je vous propose une seule chose, si vous croyez avec moi que l'emploi est la question principale, que l'appauvrissement du pays et des familles est la question principale, que les ressources d'un Etat pour assurer la solidarité est la question principale, alors nous devons reconstruire ce que pendant des années ils ont laissé détruire.

Je disais que la question n'est pas dans le coût du travail. L'Allemagne a un coût du travail encore supérieur au nôtre, pas de beaucoup. Ils ont fait de la modération, comme on dit. Mais aujourd'hui leur coût du travail, notamment dans l'industrie, est encore supérieur au moins de 1 % au coût du travail français. Disons qu'il est du même niveau.

Je prends un élément de comparaison très simple, Volkswagen et Renault. Deux entreprises automobiles de réputation qui ont toutes les deux la puissance publique dans leur actionnariat. Nous sommes actionnaires, nous les citoyens, l'Etat français, dans Renault de 15 %, et Volkswagen a l'Etat de Bavière comme actionnaire.

Il y a 7 ans, Renault et Volkswagen produisaient tous deux le même nombre de voitures sur le sol de leur pays : 1 200 000 voitures pour Renault en France 1 200 000 voitures pour Volkswagen en Allemagne. Cette année, sept ans après, nous ne produisons plus que 440 000 véhicules Renault en France. On a divisé par trois le nombre de véhicules produits. Volkswagen en produira cette année 2 200 000, ils ont multiplié par deux le nombre de véhicules. Dans le même temps où nous divisons par trois, ils ont multiplié par deux, et cela avec un coût du travail non seulement supérieur, mais beaucoup plus valorisé puisque Volkswagen il y a trois semaines a annoncé qu'on verserait 7 500 euros de prime à chaque salarié de Volkswagen pour les associer au résultat excellent de l'entreprise.

Alors, qui me dit que c'est le coût du travail la question ? Ce n'est pas le coût du travail. C'est l'organisation de l'industrie française, c'est l'idée que nous avons à nous battre, filière par filière, toutes les filières, l'agriculture, l'agroalimentaire qui font très bien le boulot au passage. Quelquefois, j'entends critiquer les agriculteurs. S'ils n'existaient pas, eux, avec les productions qu'ils apportent, douze milliards et demi d'excédent, eux ils apportent à la richesse nationale.

Voyez-vous, plus j'avance dans cette réflexion, plus j'ai la certitude que nous avons des cartes fantastiques dans notre jeu, nous les Français, des atouts extraordinaires à jouer, simplement que nous ne les jouons pas, qu'au travers du temps s'est installée à la tête de l'État, avec les mêmes, par cette succession perpétuelle de l'UMP et du PS, s'est installée à la tête de l'État une manière de penser, peut-être une paresse dans la manière de voir le pays, en tout cas jamais de novation dans la manière de regarder les choses, jamais de novation dans le logiciel qu'il faut pour changer la réalité du pays, par exemple pour aider les petites et moyennes entreprises au lieu de les accabler de charges et de paperasses constamment inutiles qui les empêchent d'agir.

Et si vous vous mettez à regarder le pays, filière par filière, secteur d'activité par secteur d'activité, alors vous allez découvrir des gisements absolument extraordinaires.

Je vais les énumérer très vite, quelques exemples, et donner quelques exemples nouveaux... cela c'est une petite plaisanterie pour ceux qui me suivent de meeting en meeting et qui m'ont entendu un certain nombre de fois parler de ces sujets, et vous à la télévision aussi ! Mais quand on tient la preuve, j'allais dire la preuve par neuf ce qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans le pays, il faut en informer les citoyens.

Je prends l'exemple de la filière bois et forêt. On a seize millions d'hectares de forêt en France métropolitaine, c'est la plus grande forêt, à deux exceptions près, du continent européen. Avec ces seize millions d'hectares, nous avons 450 000 ou 440 000 emplois. Nos voisins allemands ont une forêt de onze millions d'hectares, 30 % de moins que nous, et avec 30 % de forêt de moins que nous, ils ont 800 000 emplois, presque le double.

Si on fait la règle de trois, je vois de l'inquiétude dans vos yeux, mais comme défenseur du calcul mental, la règle de trois c'est absolument indispensable... S'ils ont 800 000 emplois avec onze millions d'hectares, combien devrions-nous en avoir avec seize millions d'hectares ? Eh bien, je vais vous dire la réponse au cas où vous auriez au travers du temps un tout petit peu oublié l'exercice... : nous devrions en avoir 1 200 000. Mettons un million pour faire des comptes ronds.

Il nous manque 500 000 emplois chez nous, dans les forêts françaises. Et qui s'en occupe ? Personne ! Dans la forêt française, il y a beaucoup de propriétaires privés, comme en Allemagne, il y a un mélange entre la propriété publique, les forêts domaniales, et la propriété privée. Nous avons une négligence qui fait que nos forêts ne sont pas exploitées, nous sommes le pays dont les

arbres sont les plus vieux, c'est-à-dire qu'ils ne poussent plus, on ne les exploite plus.

Vous savez la forêt, on sait depuis mon ami Henri IV et mon ami Sully, vous vous souvenez "labourages et pâturages...", nous, on dit "produire et instruire", mais après tout, c'est à peu près la même idée !

On sait que dans une forêt il faut planter, éclaircir, laisser pousser et exploiter. On a ici un grand spécialiste de la filière bois, M. Fesneau... Eh bien on sait que ce n'est pas sain qu'un pays laisse ses arbres sur pied pendant des décennies et des décennies et des siècles, il faut les exploiter. On ne plante pas. L'an dernier, avec nos seize millions d'hectares, nous avons planté à peu près trois arbres par hectare, quarante-sept millions d'arbres. Les Allemands, avec onze millions, ils ont planté quatre cent cinquante millions d'arbres, et les Polonais, ils ont planté un milliard d'arbres !

Et tout d'un coup, vous vous dites : mais pourquoi personne ne nous a jamais dit cela ? Pourquoi on n'a pas réfléchi à tout cela ? Surtout que l'on n'est pas seulement devant un grand enjeu économique, on est devant un grand enjeu écologique parce que les arbres, c'est à peu près le seul moyen que nous avons de capter les gaz à effet de serre, le CO² qui est dans l'atmosphère et qui contribue au réchauffement de la planète. Ce sont les arbres qui absorbent le carbone, le gaz carbonique de l'atmosphère et le transforment en matière vivante et après rejette de l'oxygène. C'est la superbe machine de la nature, de la Création.

On sait que plus un arbre est jeune, plus il est en croissance, plus il est en adolescence, plus il absorbe de gaz à effet de serre. C'est comme un organisme vivant, comme nous, humains, c'est quand on est à l'adolescence que l'on grandit le plus. Vous aviez observé cela ! Pour les arbres, c'est la même chose. Alors, on ne s'en occupe pas...

Toujours en regardant ce que nos voisins allemands ont fait sur le sujet, ils ont écrit un Plan Forêt et Bois en 2004 qui les a amenés en quelques années au résultat que nous avons aujourd'hui. Eh bien, il faut faire la même chose !

Il faut que dans cette filière et dans d'autres, tourisme... Monsieur le Maire de Biarritz, président des villes touristiques de France, le tourisme est un immense atout de notre pays. Nous étions jusqu'à cette année la première destination touristique européenne et on vient de se faire dépasser par l'Espagne. Nous avons un million d'emplois dans le tourisme en France, pas assez de formations, pas assez de filières de formation, trop de jeunes qui considèrent que ces métiers-là sont des métiers dévalorisants parce qu'on ne les présente pas, parce qu'on ne les défend pas auprès d'eux, parce que l'orientation ne fait pas son boulot. Nous avons un million d'emplois et l'Espagne a deux millions d'emplois dans la filière touristique. Il y a un potentiel immense dans cette filière. Et on peut prendre ainsi la plupart des filières du pays.

Aucun des combats que nous avons à livrer pour les emplois de nos enfants n'est un combat perdu. Je n'accepte aucune défaite. Nous pouvons regagner en nous organisant filière par filière.

J'ai appris aujourd'hui une nouvelle incroyable. Il y a une petite entreprise à Nevers qui s'est mis en tête qu'après tout, laisser les Chinois tout seuls dans un secteur qui m'intéresse beaucoup parce que c'est un secteur d'équipement de la maison qui est celui des machines à laver, les moteurs de machine à laver ? Une petite entreprise à Nevers s'est mis en tête de rationaliser la production, de faire ce qu'il fallait pour que chez nous on puisse trouver la qualité et le prix. Ils viennent d'emporter auprès du plus grand fabricant de machines à laver un des plus grands Européens qui est situé en Turquie, ils ont arraché le marché aux Chinois. Ils ont gagné cette

semaine un carnet de commandes de deux millions de moteurs pendant dix ans... dix ans....

Aucun des bons combats que nous avons à livrer n'est un combat perdu, dans aucun secteur.

Le numérique, il y a beaucoup de jeunes dans cette salle, on a créé 700 000 emplois ces dernières années dans le numérique cependant que l'industrie traditionnelle en détruisait 500 000. On a créé 700 000 emplois. Il y a un secteur dans le numérique qui explose, c'est le commerce numérique, ce qu'on appelle le e-commerce. Le commerce numérique augmente de 30 % par an. On n'a toujours pas de filière de formation au commerce numérique dans notre pays -si, il y a deux ou trois écoles qui commencent- cela devrait être un investissement massif parce que, cela, c'est du vrai emploi, c'est un emploi valorisé, c'est un emploi d'avenir pour les jeunes.

Qui s'en occupe ? Personne !

Leur manière de penser, ils sont formatés à des manières de penser classiques, habituelles, administratives, avec des règles, des règlements et des normes qui les empêchent d'être innovants, d'aller de l'avant et surtout de soutenir ceux qui en France veulent aller de l'avant. On ne les soutient pas, on les entrave. Ils pensent tous pareil, ils pensent en termes d'administration, en termes de contrôle, en termes de formulaires à remplir. Ils ne pensent pas en termes de soutien, notamment auprès de ceux qui créent de l'entreprise, des activités et surtout des emplois !

Je demande qu'on inverse ce mouvement. Je propose qu'il soit une priorité pour notre pays que devant les entrepreneurs, ceux qui veulent créer de l'activité économique, le boulot de l'État soit de les soutenir et pas de les entraver !

Mais il est normal qu'ils pensent pareil : ce sont les mêmes. Vous avez vu la comédie de cette semaine ? Des responsables très importants, chamarrés, chargés de lauriers, ayant reçu des honneurs et des responsabilités, que le pouvoir actuel était allé chercher à gauche et puis qui, avec le changement de température et de pression, voyant revenir le printemps... j'ai dit hier à la télévision, je ne sais plus où, dans un meeting aussi, j'ai dit : on connaît très bien cela dans les Pyrénées, nous les bergers, on connaît très bien cela. Les troupeaux, les ovins, on sait très bien que lorsque le printemps vient et que la saison change, ils étaient dans la vallée, ils montent dans les alpages, c'est la transhumance.

J'ai risqué ce matin une image encore plus... allez... exotique ! J'ai dit : c'est la course des gnous vers les points d'eau ! J'ai dit : méfiez-vous, il y a assez souvent des crocodiles dans les points d'eau !

Mais vous comprenez bien que cela dit quelque chose de très important, c'est que c'est les mêmes, ils changent avec le vent. Ah, si les girouettes produisaient de l'électricité quand elles tournent, les énergies renouvelables auraient fait un sacré pas en avant !

Mais vous voyez bien que ce sont les mêmes et qu'ils pensent pareil. Et dans l'administration du pays, pas tous, mais enfin beaucoup, qui hier n'avaient d'yeux que pour l'UMP au pouvoir, aujourd'hui regardent le Parti socialiste avec les yeux de Chimène, parce qu'il va être au pouvoir, croient-ils...

Il y a eu une scène que j'ai trouvée extraordinairement choquante ces dernières semaines. Elle a été "racontée" entre guillemets dans Le Monde et pas démentie par qui que ce soit. François Hollande recevait des centaines d'experts, cela veut dire des cadres de la haute administration du pays qui, après avoir apporté leurs services aux uns, s'appêtent à aller apporter leurs services aux autres. Et il a prononcé devant eux une phrase qui, pour moi, est quelque chose qui porte atteinte

à ce que je crois de plus précieux. Il leur a dit : *"Mesdames et messieurs, vous êtes très nombreux, je sais qu'un grand nombre d'entre vous sont là pour les places, et ils ont bien raison parce qu'avec nous, des places, il va y en avoir beaucoup."*

Eh bien mes chers amis, ceci est exactement le contraire de ce que je crois que doit être l'État dans la République française !

Je ne veux pas que, dans l'État, on récompense les partisans et les courtisans. Je veux que, dans l'État, on récompense l'expérience, la conscience et la loyauté ! Je veux qu'on récompense le caractère parce qu'on ne construit rien sur des girouettes. On ne construit rien sur des gens qui sont prêts à changer de camp au fur et à mesure que le vent tourne !

Je veux, j'aime, j'ai l'honneur d'être entouré de gens qui ont des convictions, de la loyauté, de la force de caractère, qui n'ont jamais changé de ligne. Sur des gens comme ça, on peut s'appuyer, sur des fondations comme ça, on peut construire. Et je prends un engagement devant vous, lorsque nous exerçons ces responsabilités, personne dans l'État ne sera récompensé en fonction de la carte de parti qu'il prend où qu'il laisse en France !

Quand l'État sera restauré, quand l'État sera reconstruit, quand les principes républicains seront réhabilités, en France, on sera récompensé en fonction de son travail, de son expérience et du caractère qu'on est prêt à montrer pour servir l'État !

On n'a pas besoin de gens qui cèdent, on n'a pas besoin de gens qui plient, on n'a pas besoin de gens qui sont toujours du côté du manche ! On a besoin de gens qui résistent et qui savent dire oui et que leur oui soit oui et que leur non soit non !

Et vous voyez que ce sont les mêmes manières d'être, les mêmes habitudes de pensée, c'est la même culture et, pour l'appeler par son nom, c'est une culture partisane. Ce sont des gens qui passent leur temps à regarder la France comme un pays dans lequel ce qui compte ce sont les partis et pas le pays !

Et moi je vous dis : ce qui compte, c'est le pays et pas les partis.

Et même, je vais aller encore plus loin. Nous n'avons une chance de nous en sortir que si la France comprend, les citoyens français comprennent que cet esprit-là qui consiste à opposer une moitié de la France à l'autre moitié, c'est précisément ce qui nous empêcherait de nous en sortir si nous restions dans cette manière de voir les choses.

L'autre jour, dimanche, ils ont fait ces meetings de... comment on dit... ils roulaient des mécaniques chacun pour montrer qu'ils avaient la plus grosse foule... tout cela pour ne rien dire, rien, pas une idée, pas une idée nouvelle !

Ils prétendaient s'adresser aux peuples de France. Tous les deux ont commencé comme cela : « le peuple de France... ». Ils ne parlaient pas au peuple de France ! ils parlaient à leur parti !

Pour le PS, le peuple de France c'est la gauche, pour l'UMP, c'est la droite... Pour nous, c'est tout le monde qui se réunit, citoyens du pays, pour faire bouger les choses !

Ce matin même, et je suis absolument sûr que l'idée est présente dans les deux camps, François Hollande a fait une déclaration qui est, pour moi, au fond absolument le contraire de ce que je pense. Il a dit, sûr de ce que lui prédisent les observateurs : « avec moi, il n'y aura pas d'ouverture, je gouvernerai à gauche ». Mais vous connaissez la situation du pays ? Ce qu'on demande au futur Président de la République, ce n'est pas de gouverner à gauche, ce n'est pas de

gouverner à droite, c'est de sortir la France du péril dans lequel elle se trouve.

L'idée qu'il faille chercher la direction d'un camp pour répondre aux questions du pays est une idée absolument contraire à ce que tout le monde voit aujourd'hui, des efforts qu'il va falloir faire, de l'imagination qu'il va falloir mettre en œuvre, de la volonté qu'il va falloir exercer pour que le peuple de France trouve le chemin nécessaire pour vaincre les difficultés dans lesquelles on l'a plongé et pour trouver un avenir pour ses enfants !

Je récusé et je mets en cause l'approche partisane. Je demande que, dans les circonstances graves où le pays se trouve, on sache avoir une approche nationale et qu'on considère que de gauche, de droite, du centre, écologiste ou d'ailleurs, nous avons un destin commun et un effort continué à conduire ensemble. Le mot ensemble est le mot clé si l'on veut résoudre les questions de l'avenir de la France.

Je vous dis ceci : la gravité de la situation est telle qu'il est impossible que nous forgions cette volonté nationale en continuant la guerre de 100 ans qui se mène entre un camp et l'autre camp, qui se mène avec, dans chaque camp, la pression des extrêmes qui conduisent vers encore plus de dérapage, encore plus de divisions et encore plus d'illusions.

Nous sommes la force politique, je porte devant vous le projet politique qui est le projet d'unité du pays, de volonté et de clarté pour résoudre les questions et de rassemblement du peuple français pour qu'il puisse s'en sortir !

Je porte le projet d'unité nationale. Je ne suis pas là pour faire que ce soit la gauche ou la droite et pas non plus le centre qui gouverne pour ses propres intérêts. Je suis là pour qu'on dégage ensemble l'intérêt national, les priorités du pays, ce qu'il faut pour que, ensemble, on s'en sorte !

Et l'approche partisane, l'approche d'un parti contre l'autre parti, celui qui veut servir les siens, car c'est comme cela que depuis longtemps il gouverne, eh bien, celui-là va directement contre l'intérêt d'un pays qui a besoin de se rassembler pour se relever, de se rassembler pour se redresser !

Et excusez-moi de le dire, c'est exactement la même chose pour l'Éducation nationale. Qui croit que l'on peut résoudre les problèmes de l'Éducation nationale dans notre pays uniquement en conduisant une politique de camp politique contre un autre camp politique ? Cela, c'est allé, hélas, dans le sens des faiblesses de l'Éducation nationale, pas de la force de ce que l'Éducation nationale doit être à nouveau dans notre pays.

Je dis que le contrat qu'il faut écrire et qu'il faut signer entre l'Éducation nationale et la nation, qui est un enjeu vital, vital, c'est aussi important que l'enjeu que je décrivais en matière économique et de restauration, de réhabilitation de l'appareil productif pour faire des emplois et des ressources.

C'est au moins aussi important cette question-là et même plus, j'accepte que nous le disions ensemble, nous ne pouvons pas accepter que dure plus longtemps la situation dans laquelle la France, notre pays qui a été un phare de l'éducation dans le monde, qui a été regardé par le monde entier comme l'éducation de référence, les écoles et les universités où l'on envoyait ses enfants de quelque continent que l'on vint, nous ne pouvons pas accepter qu'année après année nous dévalions la pente dans les classements qui mesurent des choses aussi simples que la lecture, que l'écriture, que le calcul ou même que les inégalités scolaires !

L'an dernier, 2011, nous sommes apparus sur 35 nations, en compréhension de l'écrit : 24^{ème}, en calcul : 25^{ème}, en lutte contre les inégalités scolaires, écoutez bien parce que tous ensemble nous devrions considérer qu'il y a, là, de l'inacceptable, en lutte contre les inégalités scolaires, nous avons été, l'an dernier, 34^{ème} sur 35 !

Ceci est pour la France une blessure et un échec qu'elle ne peut pas accepter. Et je vous dis que, de cela, il faut faire la priorité du pays et il faut le faire non pas en mentant, non pas en racontant des histoires, mais en entrant dans le mouvement d'estime et de respect et de compréhension dont l'école a besoin.

Je dis non pas en mentant. Il n'est pas vrai qu'on créera dans les années qui viennent 60 000 postes d'enseignants nouveaux parce qu'on n'en a pas les moyens, et quand bien même on en aurait les moyens, ces enseignants-là n'existent pas, il n'y a plus les vocations qui permettraient d'avoir les enseignants au niveau pourtant de dizaines de milliers de postes. On nous ment. On nous raconte des histoires.

Je veux dire qu'il n'est pas vrai non plus qu'on puisse impunément détruire des dizaines de milliers de postes annuellement dans toutes les écoles, tous les collèges, tous les lycées et toutes les universités de France. Ce n'est pas vrai non plus.

Les deux se trompent et c'est parce que les deux se trompent que nous avons apporté un projet différent qui celui-là est un projet de vérité et de raison devant les Français.

Vous voyez la faiblesse de la bipolarisation. Quand on m'interroge sur cette idée, on me dit : mais après tout, Monsieur, ça fait des années qu'en France, c'est comme ça, c'est l'un contre l'autre.

Et je dis : « et qu'est-ce qui se passe quand les deux se rencontrent ? ». Eh bien excusez-moi de le dire, c'est la situation de l'école. Les uns disent : nous allons continuer à supprimer chaque année 16 000 postes d'enseignants dans notre pays, c'est-à-dire la moitié de ceux qui partent à la retraite. Eh bien ceci n'est pas acceptable. Quand il y a un secteur prioritaire, il faut en protéger les moyens. Il faut qu'ils sachent qu'on va maintenir, pendant une longue période, l'effort nécessaire pour que l'on puisse avoir une éducation de qualité sans qu'on puisse se réfugier derrière la question perpétuelle des moyens. On va protéger les moyens de l'Éducation nationale !

Et les autres... comme vous savez j'ai été ministre de l'éducation et j'ai été un ministre de l'éducation heureux, mais je connais très bien le langage des gens -que je respecte- dans les syndicats de l'Éducation nationale. Leur langage, c'est : « devant toute question, ne posez que la question des moyens ». Et donc dire : « Mesdames et Messieurs, on va résoudre les problèmes de l'école en promettant 60 000 postes », qu'on ne tiendra pas, c'est aussi une manière de se tromper et de tromper l'Éducation nationale parce que cela évite d'avoir à poser la question des vraies responsabilités, des vraies explications qui font qu'on en est arrivé là et qui, selon moi, sont d'un tout autre ordre.

C'est parce qu'on a renoncé depuis longtemps à réfléchir à la manière dont un nombre important d'enseignants travaillent et réussissent dans leur classe, à se demander quelle était leur méthode, quelle était leur pratique, ce qu'on pouvait apprendre d'eux pour des enseignants nouveaux, c'est parce qu'on a renoncé à cela qu'on est venu avec des consignes pensées au sommet et qu'on veut perpétuellement imposer à la base même si ces consignes sont stupides !

C'est pour des raisons d'organisation qu'on en est arrivés là.

Je vais vous raconter une histoire. J'étais en Mayenne avec notre ami Jean Arthuis et il y avait

une jeune femme enseignante dans le débat que nous avons. Elle a pris la parole en disant : « Monsieur Bayrou, vous avez été ministre de l'Éducation nationale. On a un bon souvenir de vous » -enfin toute chose agréable à entendre, qui ne sont pas si fréquentes après tout pour les anciens ministres de l'Éducation nationale, je dis cela au passage... je dis ça, je dis rien !- Elle me dit : « Monsieur, qu'est-ce que vous pensez de l'enseignement des langues vivantes à l'école primaire ? ». Je dis : « je trouve que c'est un enjeu important. La première langue vivante qu'il faut apprendre, c'est le français, dans ses nuances, ses qualités, mais les autres langues vivantes, c'est évidemment bien quand on peut les transmettre ». Elle me dit : "mais, qu'est-ce que vous pensez de l'obligation qui nous est faite parce que c'est une décision européenne dit-elle, l'inspecteur est venu nous voir pour expliquer qu'il ne pouvait plus y avoir à l'école primaire que de contrôle dans ce qu'on appelle les QCM", vous savez les questions posées en face desquelles il faut marquer une croix dans une case... Je lui dis : "Madame, c'est une ânerie !" Elle me dit : "mais on est obligé de le faire". Je dis : "la prochaine fois que l'inspecteur vient vous voir, de ma part, vous dites "zut !" parce qu'il n'est pas vrai qu'il y ait une norme européenne qui impose de faire les contrôles en langue vivante d'une manière ou d'une autre !".

L'Europe n'a pas à s'occuper de cela et, d'ailleurs, ne s'en occupe pas. On truande, on raconte des histoires !

On est un pays dans lequel perpétuellement on fait croire aux citoyens qu'il faut qu'ils obéissent à des règles et quand on fouille un peu, on s'aperçoit que la plupart de ces règles ne sont fondées sur rien, que sur du sable ou sur une préférence, une manière de penser, une habitude de pensée qui a été imposée au sommet.

Excusez-moi, il y a peut-être des gens qui s'occupent de petites et moyennes entreprises ici, l'idée qu'on vous impose de faire un bilan mensuel pour l'URSSAF, toutes les caisses de toute nature, et qu'à la fin de l'année, on vous impose de faire un bilan annuel !... Ils n'ont pas un ordinateur avec une touche sur laquelle on pourrait appuyer pour dire « total », s'il vous plaît, faites la somme !? Mais cela exaspère les gens !

J'ai rencontré beaucoup d'agriculteurs pendant cette campagne. Les états qu'ils doivent remplir perpétuellement, jusqu'au mètre carré jusqu'à avoir besoin de mettre le reçu du jour où on a livré la vache comme si on pouvait truander sur la livraison de la vache au boucher ! Ça fait longtemps qu'ils n'ont pas mis les pieds dans une exploitation de ce point de vue-là... Voyez ce que je veux dire, je peux citer mille exemples comme cela.

Il y a une manière de penser à changer et cette manière de penser ne sera pas changée si vous restez dans le jeu habituel de la succession obligatoire entre UMP et PS, si ce n'est pas l'un, c'est l'autre, et vous êtes obligés de toute façon de choisir l'un des deux.

Eh bien ceci, si l'on veut une manière nouvelle de penser les choses, alors il faut imposer qu'il y ait, dans la responsabilité à la tête de l'État, une vision nouvelle et donc un Président nouveau qui ne soit inféodé ni aux uns ni aux autres.

Prenez la question, on est là dans la caricature, prenez la question si importante que je considère comme vitale pour retrouver la confiance !

Confiance, c'est le mot clé, c'est le mot magique, la confiance entre les citoyens et leurs élus, la

moralisation de la vie publique.

Et regardez les déclarations des deux candidats, des deux partis ces derniers jours. Dans un premier temps, quand j'ai dit : il faut un référendum, parce que c'est le seul moyen de les obliger à prendre un certain nombre de décisions qu'ils nous promettent depuis des décennies et qu'ils n'ont aucune intention de prendre, il faut un référendum parce que le pouvoir du peuple, là, ils seront obligés de plier, et le pouvoir du peuple pas aux calendes grecques, pas dans des années et des années, mais le pouvoir du peuple exprimé tout de suite puisque j'ai proposé que ce référendum soit organisé le jour du premier tour des élections législatives le 10 juin, comme cela on règle les questions...

Dans un premier temps, François Hollande a dit : « c'est une idée intéressante ». D'ailleurs ces temps-ci, c'est assez souvent qu'on entend des réflexions de cet ordre. Il a dit : « c'est une idée intéressante » et puis il a dû, je vais m'exprimer comme on s'exprime dans le sud-ouest, c'est-à-dire sans la « distinction » nécessaire, il a dû se faire « remonter les bretelles » par un certain nombre ou un grand nombre d'élus de son groupe parlementaire qui lui ont expliqué : « tu ne vas tout de même pas brader ce que nous avons mis longtemps à gagner, un certain nombre de privilèges qui nous intéressent, simplement parce qu'on a proposé un référendum sur le sujet de la moralisation de la vie publique ! ».

Par exemple, j'ai proposé qu'on règle par ce vote la question du cumul des mandats des députés à l'Assemblée Nationale, de manière que non pas l'année prochaine, l'année après, aux élections dans cinq ans ou comme on le dit dans la fable « demain on raserà gratis »... vous savez le type qui va chez le barbier et qui voit une pancarte qui dit : « demain, on raserà gratis », alors il dit : « je vais attendre demain » et il revient le lendemain, il pousse la porte du barbier et il dit : « demain, on raserà gratis, donc je suis venu me faire raser ». Mais le barbier dit : « excusez-moi, est-ce que vous êtes capable de lire ce qui est écrit ? Il y a écrit demain on raserà gratis »... Eh bien, avec le cumul des mandats et les partis au pouvoir, c'est la même chose. C'est toujours aux prochaines élections qu'il est question de toucher à cette règle.

Et donc j'ai dit : « on va toucher à cette règle immédiatement ».

Et on va du même coup régler une des questions les plus choquantes pour les citoyens que nous sommes de la manière dont est organisé le Parlement dans notre pays. On va édicter, arrêter, décider une règle que personne ne pourra contourner, qui sera très simple : « désormais, on ne pourra voter à l'Assemblée Nationale et au Sénat que quand on sera présent sur les bancs de l'Assemblée Nationale et du Sénat ».

C'est simple, c'est explicable à tout le monde, c'est ce qui se passe dans toutes les démocraties européennes et au Parlement européen en particulier, et ainsi j'ai proposé que l'on traite toutes les questions, les unes après les autres, qui changeront le lien de confiance ou qui créeront le lien de confiance entre les citoyens et leurs élus, donc dans un premier temps, le candidat du parti socialiste a dit : « au fond, c'est une idée intéressante ».

J'avais proposé aussi que, désormais et par ce vote, on reconnaisse que tous les courants du pays, même ceux qui ne me plaisent pas, dès l'instant qu'ils auront atteint 5 % des voix à l'élection législative soit représenté de droit à l'Assemblée Nationale sans avoir à passer par la soumission à l'un des deux partis principaux !

On appelle cela la proportionnelle ou une part de proportionnelle qui fera qu'à la tribune de l'Assemblée Nationale, on s'exprimera non pas parce qu'on s'est soumis aux partis au pouvoir ou

aux principaux partis de l'opposition, mais parce qu'on aura été soutenu par un nombre suffisant de million de voix des citoyens français. On parlera non pas par soumission, mais par légitimité démocratique.

François Hollande a dit : « C'est une bonne idée après tout. Par exemple, pour la proportionnelle, c'est un bon moyen de l'imposer ». Cinq jours après, il a dit : « Excusez-moi, j'ai bien réfléchi à cette question... » en réalité, on a réfléchi pour lui et autour de lui : «... non, je pense que ce sera beaucoup plus légitime si ce sont les parlementaires qui le décident pour eux-mêmes ». Eh bien je dis : « Tu vas pouvoir attendre longtemps ! ».

Si tu attends que ce soit les parlementaires en place qui changent les règles d'élection des parlementaires qui occupent les sièges qui sont les leurs ! Tu peux attendre longtemps.

Et alors, devant cette idée de moralisation de la vie publique, Nicolas Sarkozy a eu une déclaration encore plus... comment dirai-je... intéressante, encore plus directe, il a dit : « à ma connaissance, il n'y a pas besoin de moralisation de la vie publique en France ». A sa connaissance ! Mais à la nôtre, il y a besoin de moralisation de la vie publique en France et on a des choses à lui dire sur ce sujet.

Mais vous sentez bien la question et sur tous les sujets. Par exemple, j'ai proposé que soit définitivement établie dans la loi la reconnaissance du vote blanc à toutes les élections où sont convoqués les citoyens français parce que, pour moi, c'est un acte de citoyen légitime que de se rendre au bureau de vote et de dire : excusez-moi, il n'y a pas, parmi les candidatures que vous me proposez, ceux dont j'ai besoin pour me prononcer et pour voter. C'est un acte de citoyen et il doit être reconnu.

Et on apprendrait un certain nombre de choses. Par exemple, il n'y aurait plus le risque de voir des voix qui sont des voix de protestation contre l'ensemble du champ politique, se reporter sur, par exemple, les extrêmes.

Il y aurait un vote légitime de celui qui va dans l'isoloir et au bureau de vote pour exprimer sa réprobation profonde. Je trouve que c'est juste. Je trouve qu'on apprendrait quelque chose. Je trouve en tout cas qu'ils ont le droit que l'on tienne compte de leur avis, tous ceux qui ont envie de cette manière.

Et vous comprenez quel est le nœud de la question ? Il faut changer la manière de penser du pouvoir et ça ne se fera pas si vous conservez les mêmes dans les mêmes situations de responsabilité comme depuis 20 ans, 25 ans ou 30 ans.

Il faut imposer une vague de novation, une vague de changement, de méthode de changement de regard, des gens qui n'auront pas peur. Il faut une vague de renouvellement, il faut une vague de reconstruction, il faut une vague de redressement... et nous la proposons aux Français et je crois que les Français peuvent la choisir !

Ils sont depuis trop longtemps au pouvoir, les uns et les autres, les uns après les autres, les uns en même temps que les autres. Cela fait des décennies qu'ils considèrent que le pouvoir leur appartient. Et on a bien vu, dans cette élection présidentielle, que tout leur effort a été de supprimer le premier tour de l'élection présidentielle pour aller directement au deuxième tour parce que si vous faites passer partout l'idée, la certitude, que c'est joué, qu'en réalité le premier tour n'a aucun enjeu et qu'on sait à l'avance qui va participer au deuxième tour et que, d'ailleurs, il

ne faut se situer que dans la perspective de ce deuxième tour. Et qui des deux qui ont choisi allez-vous soutenir au deuxième tour, si vous acceptez cela ?

Alors cela veut dire que vous vous privez ou plus exactement vous écartez toute novation possible parce que la novation ne viendra, le changement de pensée, le changement de vision, le changement de regard, le changement de volonté ne viendront que si vous bousculez la décision qu'ils ont prise ensemble d'être les deux présents au deuxième tour !

Et donc je dis à ces 30 ou 40 % d'indécis qui se manifestent aujourd'hui dans toutes les enquêtes d'opinion, à ceux qui sont virtuellement des abstentionnistes, je leur dis une chose simple : si vous en êtes là, c'est que vous voulez du changement et vous ne le trouvez pas. Le seul moyen d'imposer ce changement, c'est d'empêcher et d'écarter le deuxième tour auquel on voudrait vous condamner, auquel on voudrait vous forcer. C'est ce deuxième tour-là qu'il faut éviter et écarter et rayer et empêcher !

Et cela, mes chers amis, qui concerne tous les enjeux de notre pays, tous les enjeux cruciaux, ce que nous avons mis au centre de cette campagne électorale : l'emploi, l'emploi, l'emploi et l'école, et l'école, ces enjeux cruciaux-là et la moralisation de la vie publique et la manière dont on va soutenir l'activité au lieu de l'entraver, tous ces enjeux-là passent par une question qui est la question du premier tour de l'élection présidentielle.

C'est au premier tour qu'il faut imposer votre volonté, c'est au premier tour qu'il faut imposer le changement et c'est au premier tour qu'il faut que vous décidiez de renvoyer chez eux ceux qui vous mentent et qui ont, depuis des mois, perdu le sens de la vérité que l'on doit aux citoyens, ceux qui ont truqué la situation du pays pour que vous ne la voyiez pas. Les truqueurs, il faut les renvoyer chez eux et c'est au premier tour de l'élection présidentielle que cela va se jouer.

Et le moyen de l'imposer, c'est de regarder la phrase que nous avons écrite sur le décor... Je signale au passage, vous avez peut-être vu cela dans une information, que, dans un sondage d'aujourd'hui, notre slogan « La France solidaire » a été élu par les Français meilleur slogan de la campagne présidentielle ! Bon ! et cela ne nous a pas coûté cher en agence de communication...

Et donc je dis, une fois qu'on a compris que c'était cela l'enjeu et qu'il se jouait non pas au deuxième tour mais au premier tour de l'élection présidentielle, alors on comprend que nous avons notre destin entre nos mains et qu'au fond la phrase que nous avons écrite manuscrite sur le décor, elle dit tout de l'enjeu et des moyens de relever ce défi et des moyens d'imposer une situation nouvelle. Et vous le savez bien, vous tous qui êtes là tous ensemble :

"Un peuple uni, rien ne lui résiste" !!!
